

COLOMBIE

Solidarité avec la Minga de Résistance Indigène et Populaire

lundi 20 octobre 2008 par [Coordination Populaire Colombienne](#)

La Colombie assiste aujourd'hui à la mobilisation indigène la plus importante et la plus généralisée de ces dernières années. Depuis le samedi 11 octobre, les indiens colombiens (1,3 million de personnes) ont commencé une marche nationale de résistance. Dans toutes les régions du pays, ils se mobilisent en affirmant :

"Que l'Etat d'Urgence n'éteigne pas la voix des peuples et le cri de la mère terre".

Ecouter Dachi Bedea. Radio indigène de Colombie La COORDINATION POPULAIRE COLOMBIENNE A PARIS (CPCP) exprime sa solidarité avec le mouvement indigène et affirme son rejet de la répression brutale exercée par les agents armés de l'Etat contre les justes mobilisations indigènes.

Pour le Gouvernement colombien, les milliers d'indiens qui sont en marche depuis déjà 9 jours font partie d'un "plan terroriste". Pour le reste du monde, ils font partie des mouvements sociaux de Colombie qui exigent légitimement le respect de leurs droits et de leurs territoires.

Avec les organisations de défense des droits de l'homme nationales et internationales sous-signées, nous saluons la "Mobilisation Nationale de Résistance Indigène et Populaire" et nous nous solidarisons avec les actions de revendications du mouvement indigène qui s'organise dans les départements de Guajira, Córdoba, Sucre, Atlántico, Chocó, Norte de Santander, Risaralda, Caldas, Quindío, Valle del Cauca, Cauca, Tolima, Huila, Casanare, Meta y Boyacá.

Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des actions définies depuis 2001 par les organisations des peuples indigènes de Colombie, pour affirmer leur refus du génocide physique et culturel et des divers outrages et violations dont ils sont l'objet. En défense du territoire, de l'autonomie et de la culture.

La colonisation européenne, qui a engendré le génocide de la majorité des peuples, continue aujourd'hui en détruisant le territoire et la vie des 102 ethnies qui habitent en Colombie. Elle se traduit par des pratiques de discrimination et d'exclusion, à tel point que, actuellement, 18 peuples indigènes sont en voie imminente d'extinction. Malgré cela, les indigènes ont résisté dans leurs territoires et aujourd'hui, ils marchent en portant la légitime

revendication de leurs droits et des droits de la mère terre.

Les territoires des peuples indigènes sont la cible de dynamiques d'exploitation des ressources naturelles qui en font le théâtre de la dispute entre groupes armés et les convertissent en espaces stratégiques pour le développement de projets économiques et infrastructurels. Cela affecte l'autonomie, l'intégrité territoriale et les droits collectifs des peuples indigènes par la violation des espaces sacrés, la perte des cultures et la violation du droit au consentement libre, préalable et éclairé.

Bien que la Constitution Politique de la Colombie reconnaisse le caractère pluri-ethnique et multi-culturel de la Nation et qu'elle incorpore certains droits des Peuples Indigènes, cela ne s'est pas pleinement traduit par des mesures concrètes et on observe au contraire que l'Etat Colombien a mis en oeuvre une contre-réforme législative qui revient sur les droits acquis. Pour ne citer que quelques exemples, le Statut du Développement Rural, la Loi des Forêts, la Loi de l'Eau et le Code des Mines cherchent à favoriser les intérêts économiques et contribuent au pillage des terres.

Il est particulièrement préoccupant que le Gouvernement Colombien se soit abstenu de signer la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes, qu'il ne respecte pas la Convention 169 de l'OIT, ni les recommandations du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Situation des Droits de l'Homme et Libertés Fondamentales des Peuples Autochtones.

Les violations continuelles et systématiques des droits des peuples indigènes sont mises en évidence par l'assassinat de 1.253 indigènes et le déplacement forcé d'au moins 53.885 indigènes ces six dernières années, c'est à dire la période qui coïncide avec le mandat du Président Alvaro Uribe et l'application de la politique de sécurité démocratique. C'est pourquoi la grande mobilisation indigène se produit à un des moments les plus risqués pour la survie des peuples indigènes de Colombie.

Nous soutenons les arguments qui ont amené le mouvement indigène à se mobiliser et nous dénonçons avec indignation les violences qui ont été perpétrées contre eux ces derniers jours.

Nous sommes particulièrement préoccupés par "l'Etat de Commotion Intérieure" (sorte d'état d'urgence) déclaré par le Gouvernement sans motifs constitutionnels, et qui pourrait être utilisé pour restreindre les droits et les libertés fondamentales, et criminaliser les participants à la mobilisation pacifique, sans que leurs droits soient pleinement garantis.

Par ailleurs, nous condamnons :

- * Les assassinats de 27 militants indigènes qui ont eu lieu ces derniers 15 jours dans les départements du Cauca, Nariño et Caldas
- * La restriction à la libre circulation ordonnée par le Bataillon Energétique et Routier N°1 contre la marche pacifique du Peuple U'wa dans le département de Boyaca
- * Les agressions qui ont blessé, majoritairement par balles, 100 personnes depuis le 11 octobre
- * Les disparitions forcées, les menaces et les intimidations qui ont frappées les manifestants dans différentes régions.

Vu la gravité de la situation des Peuples Indigènes de Colombie, nous manifestons notre soutien à la Mobilisation Nationale de Résistance Indigène et Populaire et nous exigeons du Gouvernement colombien qu'il garantisse les conditions pour que la protestation se déroule librement dans les différentes régions et qu'il réponde concrètement aux revendications des manifestants.

Nous appelons les organismes de contrôle, particulièrement les services du Défenseur du Peuple, à se porter garant des droits fondamentaux des peuples indigènes et à accompagner la mobilisation qui se déroule actuellement dans différentes régions du pays.

Nous invitons les organisations sociales, syndicales et populaires, nationales et internationales, à rejoindre cet appel à la solidarité et à accompagner la mobilisation indigène et les mobilisations d'autres secteurs colombiens qui revendiquent pour leurs droits.

Nous demandons au Système des Nations Unies et aux organismes internationaux qui ont des antennes en Colombie de suivre cette mobilisation et de contribuer à ce que soit garantie la vie, l'intégrité physique, culturelle et territoriale des peuples indigènes de Colombie.

Coordination Populaire Colombienne à Paris